

# La Sécu dans le viseur de la N-VA

**Pour le parti de De Wever, l'indispensable ajustement budgétaire passe par des grosses économies sur la Sécu.**

**L**e gouvernement fédéral va devoir trouver plus de 2 milliards pour combler le « trou » dans le budget 2016. Pour la N-VA, les économies devraient passer en grande partie par une gestion plus sévère de l'assurance-maladie et de l'assurance-chômage. Les nationalistes flamands sont dans la droite ligne de ce que leur chef avait déjà annoncé dans son discours de rentrée en janvier de cette année. Bart De Wever avait alors expliqué que les inévitables dépassements budgétaires imposés par la crise migratoire et la menace terroriste devaient être compensés par des économies sur la Sécu. Deux mois plus tard, alors que l'effort budgétaire s'annonce encore plus important que prévu, la N-VA remet le couvert. Le parti insiste pour concrétiser des mesures évoquées ces derniers mois qui n'ont pas encore été mises en œuvre. Un exemple ? Des mesures plus sévères en matière d'incapacités de travail de longue durée pourraient rapporter, selon les nationalistes, plusieurs centaines de millions d'euros. La N-VA vise également les organisations syndicales et les mutuelles qui gèrent l'assurance-maladie. ■

## Budget : la N-VA veut raboter la Sécu

**POLITIQUE** Le parti nationaliste maintient l'objectif d'équilibre en 2018

► Le parti de Bart De Wever fourbit ses armes avant l'ajustement budgétaire.  
► Ses angles d'attaque : économies sur la Sécu, équilibre en 2018...

**L**e leader de la N-VA n'est pas du genre à se raviser, alors voilà : les efforts à consentir pour « ajuster » le budget 2016 devront porter, au moins pour une (bonne) part, sur la Sécu, selon lui. Bart De Wever avait tracé la ligne début janvier - sa ligne depuis toujours, en fait - pour son discours de rentrée. Aujourd'hui, les nationalistes confirment : la gestion de l'assurance-maladie et/ou de l'assurance-chômage sont des incontournables dans la quête des 2 milliards et plus d'économies dont il faudra s'acquitter lors du contrôle budgétaire.

En janvier, le leader nationaliste flamand avait expliqué que la crise des réfugiés et la menace terroriste imposaient à l'Etat fé-

déral de s'engager financièrement. Dans ces conditions, les économies devraient porter sur la Sécu, bloc central dans les dépenses publiques, pesant 100 milliards d'euros à elle seule, soit 25 % du PIB. Deux mois plus tard, on précise, côté N-VA, qu'avant d'envisager de prendre des mesures additionnelles, il

s'agira de concrétiser une série d'économies dont il a été question ces derniers mois et qui n'ont pas encore été mises en œuvre. Ce qui est vrai à l'Emploi comme aux Affaires sociales, chez Kris Peeters et Maggie De Block, ministres CD&V et VLD (ils apprécieront...). Exemple ? Les restrictions en maladie-invalidité, plus précisément pour ce qui concerne les incapacités de travail de longue durée. En sub-

stance, le message de la N-VA est qu'on peut aller chercher plusieurs centaines de millions d'euros rien qu'en appliquant des décisions toujours en suspens. Les nationalistes ont beau jeu de renvoyer au rapport du comité de monitoring, qui relève une détérioration d'un peu plus de 500

millions d'euros du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés. Ajoutez le dérapage en soins de santé, au moins 100 millions d'euros, détecté par le comité de gestion de l'assurance-maladie.

**Les mutuelles et syndicats aussi dans le viseur**

En plus des économies sur la Sécu (alors que la norme de croissance des dépenses dans ce domaine a déjà été revue à la baisse, fixée à 1,5 %...), la N-VA vise aussi les organisations syndicales et les mutuelles, qui gèrent l'assurance-maladie. Elles aussi devraient subir une cure d'amalgissement, jugent les nationalistes. Ces derniers ne se font pas pour le coup pas trop d'illusions : déjà extrêmement hostile à l'idée

de voir la Sécu être à nouveau dans la cible, le CD&V ne peut, en sus, subir l'offensive anti-syndicale et anti-mutuelliste sous peine de voir sa composante « sociale » (la CSC) passer de la déprime à la révolte.

Ceci encore : la N-VA accepterait-elle de repousser d'un an

l'objectif d'équilibre budgétaire, en 2019 au lieu de 2018 ? Les nationalistes, dit-on, s'en tiennent à l'accord de gouvernement : 2018, point. Changer, ce serait un revirement de la part de Bart De Wever, partisan de la ligne dure.

S'agissant de ce report à 2019, les ministres du Budget de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Christophe Lacroix (PS) et André Flahaut (PS), ont fait savoir que, contrairement à ce que certains laissent entendre au sein du gouvernement fédéral (*Le Soir*, mercredi), eux n'étaient pas « demandeurs ». « *Et pour cause* », nous précisait-on à Namur : « *Avec le poids du tax shift décidé au fédéral, dont nous devons supporter 25 % du coût total à partir de 2017, il n'est pas exclu que l'on doive décider de diluer l'effort budgétaire, et reporter le point d'équilibre à 2019. Mais nous verrons l'an prochain, ce n'est pas à l'ordre du jour. Il ne faut pas inverser, c'est le fédéral qui parle de cela, pas nous.* » André Flahaut dira à ce propos à l'agence Belga : « *Ils ont dû entendre des voix* ». Bientôt celle de la N-VA... ■

DAVID COPPI

**LE GAGNANT****Plus de moyens  
pour la Défense ?**

Le contrôle budgétaire sera-t-il l'occasion d'accorder plus de moyens à la Défense ? L'idée circule...

En janvier, le président de la N-VA disait déjà qu'« *en raison de la menace terroriste, nous allons devoir dépenser davantage (...) pour garantir la sécurité* ». Sachant que les militaires sont aussi concernés. Et fin décembre, le kern avait décidé d'examiner, lors du conclave budgétaire de mars, si l'on pouvait puiser dans l'enveloppe « Sécurité » pour renflouer un peu la Défense. Un autre moyen d'y arriver consisterait à ne pas obliger la Défense à réaliser entièrement les économies linéaires prévues. Ce qui permettrait à la Belgique de mieux remplir ses obligations vis-à-vis de l'Otan. On nous confirme que cette piste « Défense » est bien sur la table. Avec ses partisans, comme la N-VA. Mais aussi ceux, dont le MR, qui accordent la priorité à l'assainissement.

MA.D.